



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## allocation d'éducation spéciale

Question écrite n° 10178

### Texte de la question

M. Gérard Lorgeoux souhaite attirer l'attention de Mme la secrétaire d'Etat aux personnes handicapées sur l'application du décret du 29 mars 2002 modifiant la répartition et les conditions d'attribution des compléments de l'AES (allocation d'éducation spéciale). Ce décret, dont le but était de mieux cibler les aides et de redéfinir les besoins de chacun, provoque les contestations de nombreux parents, qui ressentent très mal les procédures d'application de ce décret et les pertes financières qu'il entraîne pour ceux qui ont fait le choix de consacrer leur temps auprès de leur enfant. Ainsi, par exemple, dans le Morbihan, un tiers des parents subissent une baisse des aides. Cette réduction des moyens fragilise actuellement de nombreuses familles, qui s'interrogent aujourd'hui sur leur survie et qui souhaitent que l'on prenne plus en compte le côté « humain » du handicap plutôt que le côté financier. Devant cette situation, il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles mesures le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour corriger les effets pervers de ce décret et ainsi compenser la perte subie par ces parents, afin de redonner à ces enfants les moyens qu'ils sont en droit d'attendre de la société.

### Texte de la réponse

La réforme des compléments à l'allocation d'éducation spéciale (AES), intervenue le 1er avril 2002, est progressivement mise en place. Elle a pour objectif de mieux prendre en compte les charges financières ou la perte de revenus induites par le handicap de l'enfant et de garantir une plus grande égalité de traitement sur l'ensemble du territoire. Elle module le montant des prestations accordées afin de l'ajuster au plus près des besoins des familles. La mise en oeuvre de cette réforme a fait l'objet d'un examen attentif au travers de données statistiques transmises par la CNAF. Cette réforme est globalement très positive : alors qu'à ce jour plus de la moitié des compléments attribués aux parents d'enfant handicapé ont fait l'objet d'une révision, 60 % d'entre eux perçoivent aujourd'hui un complément d'un montant supérieur à celui perçu auparavant et 35 % un montant équivalent. 5 % d'entre eux perçoivent un montant moindre, ce qui correspond au pourcentage habituellement constaté lors des réexamens des dossiers, en dehors de toute réforme. En ce qui concerne la situation particulière des parents qui bénéficiaient de l'ancien 3e complément, l'architecture de la réforme a été conçue avec un maintien du montant financier du complément, l'actuel 6e complément, dès lors que la lourdeur de la prise en charge et les contraintes qui pèsent sur la famille le justifient. Sur la base des réexamens intervenus au 31 mars 2003, sur les 3 111 familles qui bénéficiaient de l'ex-complément de 3e catégorie, 2 338 bénéficient maintenant du niveau 6 et 551 d'un complément de niveau 4 ou 5. Cette diminution peut s'expliquer par la réforme elle-même qui, en introduisant trois compléments supplémentaires, a permis de mieux moduler leur montant en fonction des dépenses engagées par les familles ; elle peut également correspondre à des changements de situation, l'enfant étant maintenant accueilli pour une durée hebdomadaire plus longue, en établissement. Ces résultats ont été récemment présentés aux associations nationales. Afin d'améliorer la qualité des décisions des CDES, des réunions régulières ont été organisées pour l'ensemble de ces commissions. Par ailleurs, les situations individuelles les plus difficiles ont pu faire l'objet d'un réexamen attentif et bienveillant. Enfin, il n'en demeure pas moins vrai que le questionnaire proposé aux familles, lors de la demande de ces compléments d'AES, est particulièrement complexe, et a pu être ressenti comme inquisitorial. Il

a donc été décidé de proposer un questionnaire simplifié qui sera très prochainement disponible auprès des CAF et des CDES.

## Données clés

**Auteur** : [M. Gérard Lorgeoux](#)

**Circonscription** : Morbihan (3<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 10178

**Rubrique** : Handicapés

**Ministère interrogé** : personnes handicapées

**Ministère attributaire** : personnes handicapées

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 13 janvier 2003, page 178

**Réponse publiée le** : 7 juillet 2003, page 5448